

FORUM

APRÈS LE NON FRANÇAIS

Mauvais diagnostic et manque de vision

GERMAIN BELZILE
ET JEAN-CHARLES CHEBAT
*Les auteurs enseignent à HEC
Montréal.*

Un cadre français d'une entreprise de papiers délocalisée en Roumanie assassine tous les cadres qui pourraient être ses concurrents à un poste semblable à celui qu'il a perdu et qui s'ouvrirait dans la seule société papetière restant en France. Telle est la trame narrative d'un film de Costa-Gavras (*Le Couperet*), qui résume bien les angoisses des Français.

Après la projection du film, devant les spectateurs, Costa-Gavras explique que son film (tiré d'un roman de Westlake), est une allégorie des drames causés par ce qu'il appelle le « turbo-capitalisme ». Sa tirade est enflammée, pur jus soixante-huitard. La salle s'enflamme à son tour et tous conviennent de ce que la cause de tous les maux de la France, dont ce film est l'illustration, est le « turbo-capitalisme ». On reste époustoufflé devant cet unanimité. Car cette thèse de Costa-Gavras ne tient pas la route, comme on dit.

Si, en effet, ce drame de la dégradation économique et morale était le propre du chômage dû à ce tur-

L'opinion publique française a été séduite par les voix en stéréophonie, venues de l'extrême gauche et l'extrême droite, et qui répétaient la même rengaine : tout ira mieux lorsqu'on aura débarrassé la France des reliquats du libéralisme économique, produit de cette civilisation anglo-saxonne honnie.

bo-capitalisme, autre nom du diable, ce film devrait concerner les pays où « sévit » ce turbo-capitalisme, c'est à dire aux États-Unis, en Angleterre, en Australie ou au Canada, à la rigueur. Mais voilà : là où il sévit, le taux de chômage varie entre 4 % et 7 %. Il est de 10,2 % en France, précisément là où il ne sévit pas, là aussi où on vote non pour s'en préserver, là aussi où la législation du travail

est censée protéger les travailleurs des licenciements abusifs.

Mauvais diagnostic

Le problème de la France et des Français est d'abord d'avoir fait un mauvais diagnostic. La faiblesse structurelle de la France a été clairement identifiée dans le « rapport Camdessus ». Ce rapport, pensé et rédigé par des gens d'horizons intellectuels très divers, d'allégeances idéologiques très variées, des économistes, des politiciens et sociologues, des patrons et des syndicalistes, souligne ce qui ne va plus en France. La France ne bouge plus. En particulier, le rapport Camdessus souligne les ratés de l'économie française, les règlements bureaucratiques tatillons, les lourdeurs du marché du travail, qui génèrent le chômage. C'est, comme disait Crozier, une société bloquée, fascinée par son passé, auto-admirative de son dit « modèle français », incapable de réformes profondes pour s'adapter à un contexte mondial changeant. Elle s'est réfugiée dans une attitude négative, celle de la critique de tout ce qui pourrait menacer sa quiétude.

L'opinion publique française a été séduite par les voix en stéréophonie, venues de l'extrême gauche et l'extrême droite et qui répétaient la même rengaine : tout ira mieux lorsqu'on aura débarrassé la France des reliquats du libéralisme économique, produit de cette civilisation anglo-saxonne honnie. On peut se demander au nom de quoi ces politicards des deux extrêmes peuvent donner des leçons sur quoi que ce soit à qui que ce soit. Les nostalgiques de régimes qui ont plongé l'Europe, puis le monde, dans la plus effroyable guerre de l'histoire, sont en fait ce qu'il y a de plus authentiquement européen. L'Europe n'est-elle pas précisément le lieu de naissance des deux fascismes, noir et rouge, dont la double défaite est due précisément à cette civilisation anglo-saxonne honnie : les français parlaient sans doute russe ou allemand si ce n'était des dits « anglo-saxons ».

L'unisson des deux extrêmes n'est pas surprenant. Mussolini, comme Hitler, se disait aussi socialiste (c'est la signification même de nazi !) et favorisait l'autarcie, l'autosuffisance, l'introspection économique. Staline quant à lui, n'a jamais hésité à faire jouer la corde nationaliste. Si



La semaine dernière une majorité de Français a dit non au projet de constitution européenne. Un non qui dévoile une France plus tournée vers son passé que vers l'avenir, croient les auteurs.

ces deux voix extrêmes ont donné le même « la », c'est qu'il y a entre elles la même haine viscérale de ce que représente la liberté, sous toutes ses formes, à commencer par la liberté économique. La moitié de la France est paralysée par la peur, celle d'entreprendre dans un contexte de concurrence.

Manque de vision

Pour tous ceux qui ont l'occasion de se rendre en France et en Grande-Bretagne, le contraste grandissant entre ces deux économies est étonnant. Deux villes semblent typiques de ce fossé : Lille et Manchester. Toutes deux issues de la révolution industrielle du 19^e siècle, ayant connu des

décennies de prospérité par leurs industries communes, i.e., sidérurgie et textile. Le déclin de ces industries a été pénible dans les deux cas. Manchester compte aujourd'hui quelque 4 % de chômeurs. Lille plus du double.

Manchester a dit adieu à son passé, si glorieux fut-il. Lille a compté sur l'État, les subventions sans fin pour maintenir des secteurs industriels agonisants, en vain. Manchester a compté ses atouts, au premier rang desquels il y avait ses universités et instituts de technologie et la qualité de sa main d'oeuvre experte. Madame Thatcher, autre nom à ne pas prononcer si on ne veut pas passer pour un dinosaure dans

les milieux intellectuels, a donné aux entrepreneurs les outils fiscaux pour devenir efficaces. Tony Blair, si socialiste qu'il soit, a eu l'intelligence de ne pas remettre en question l'essentiel des réformes de Madame Thatcher.

Si la France a rejeté la constitution européenne parce que trop libérale, parce que trop menaçante, parce que porteuse de chômage et de décadence économique, disons euphémiquement que cela reflète un manque de vision de l'évolution de l'économie mondiale : les pays ayant choisi la voie libérale sont ceux-là mêmes qui sont le moins victimes de ces maux économiques. C'est aussi une leçon pour nous-mêmes.

L'Europe, première victime des altermondialistes

Placés devant un projet comme celui de la construction européenne, les altermondialistes disent non. À quoi diront-ils oui ?

LOUIS BÉLANGER



L'auteur est directeur de l'Institut québécois des hautes études internationales à l'Université Laval.

Qui l'eût cru ? La première victime de la mouvance altermondialiste n'aura pas été l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), mais bien l'Union européenne. Celle-là même qui avait été érigée par les critiques du libre-échange sinon en modèle parfait d'une intégration économique à visage humain, du moins en preuve tangible qu'une « autre mondialisation » est possible. Cela en dit long sur les ambiguïtés de l'altermondialisme et sur sa contribution réelle aux débats ayant cours ici, comme en France, sur l'avenir du libre-échange régional et mondial.

Les responsabilités à l'égard du dérapage anti-européen qu'a connu la France dimanche et de ses conséquences, doivent être dites et assumées. Ce ne sont pas les oppositions prévisibles des souverainistes de droite, des lepénistes ou même des communistes qui ont fait basculer l'opinion publique française dans le repli. Leur non à eux est depuis longtemps inscrit au bilan de tous les calculs politiques. L'équilibre sur lequel reposait l'appui de la France à l'Europe a été brisé par la séduction qu'a exercée sur l'électorat de gauche la campagne menée par les mouvements altermondialistes contre le traité constitutionnel. Surtout, par la récupération qu'en ont fait et la légitimité que leur ont ainsi donnée, les dissidents du Parti socialiste menés par Laurent Fabius. Les arguments du couple Bové-Fabius ont vraisemblablement persuadé des segments de la population auparavant ouverts à l'Europe, en particulier les jeunes si on en croit les derniers sondages.

Quels sont ces arguments ? Essentiellement, ce sont les mêmes

que ceux ayant servi à dénoncer l'OMC, l'ALENA ou le projet de ZLEA. Utilisés contre le traité constitutionnel européen, ils révèlent toute leur ambiguïté si ce n'est leur malhonnêteté. En gros, le projet de constitution européenne serait anti-démocratique, tant dans ses principes que dans ses modalités d'adoption, et « imbibé d'ultra-libéralisme ».

D'abord, ces critiques sont non

Malgré les apparences et derrière l'ambiguïté savamment étudiée, l'altereuropéanisme, comme l'altermondialisme, n'est pas une force politique réformiste mais bien réactionnaire.

fondées. Le traité aurait rendu les institutions européennes plus démocratiques et transparentes grâce à un nouveau droit d'initiative populaire, à de nouveaux pouvoirs pour le Parlement européen et des réunions publiques du Conseil des ministres. Et peut-on sérieusement, à moins de tomber dans le conspirationisme, qualifier le débat référendaire français

d'anti-démocratique ? Quant aux principes du libre-échange, ils sont réaffirmés dans les traités européens depuis le traité de Rome de 1957 et la nouvelle constitution permettait de les encadrer grâce à de nouvelles notions comme celle de « service d'intérêt économique général ». En supportant le non, les alter-européanistes choisissaient donc dimanche un statu quo plus libéral et moins so-

bloc et sans compromis de tous les projets d'ouverture et d'intégration au nom d'idéaux inatteignables. Ce qui permet de s'afficher en progressiste tout en défendant dans les faits le protectionnisme, les privilèges et l'exclusion. Placés devant un projet comme celui de la construction européenne, les altermondialistes disent non. À quoi diront-ils oui ? En attendant, combien d'occasions ratées et d'alliances objectives avec la droite conservatrice et xéno-

Cette fin de semaine, le Parti québécois tient son congrès national. Un chapitre du programme qui y sera discuté s'intitule « Agir pour une autre mondialisation ». Après avoir fièrement appuyé le libre-échange nord-américain, le PQ épousera-t-il la rhétorique altermondialiste du repli ? Avant de succomber, les militants de ce parti auront avantage à réfléchir sur le sort du Parti socialiste français qui risque aujourd'hui l'implosion suite au flirt de Laurent Fabius avec les altereuropéanistes.